

«Pollution» contre «emplois» : dans les Côtes-d'Armor, un village fracturé par l'extension d'une mine d'andalousite

Eléonore Disdero

La commune de Glomel, 1 400 habitants, se déchire sur le projet d'extension de la mine voisine. Certains s'inquiètent des nuisances et des risques de pollutions, d'autres se réjouissent de la pérennisation de leurs emplois. Une marche festive a été organisée par les opposants ce samedi 23 novembre.

Sous un ciel tempétueux, au cœur des vallons humides des Côtes-d'Armor, un groupe d'une centaine de personnes bravent la pluie battante, armés de pancartes colorées et de Gwenn ha Du, le célèbre drapeau breton. La branche locale des Soulèvements de la Terre a appelé à la mobilisation ce samedi 23 novembre contre le projet d'extension de la mine du coin, à quelques kilomètres de Glomel, petit village de 1 400 habitants.

La lutte déchire la commune entre les anti et les pro-mine. Elle est aussi emblématique des enjeux de l'époque. D'un côté, certains s'inquiètent de la pollution des eaux, des conséquences sanitaires et environnementales ainsi que des nuisances sonores. De l'autre, il y a ceux qui défendent leurs emplois, dans un secteur rural en souffrance.

20 % de la production mondiale d'andalousite

Au bout d'une heure de marche, sous le son des enceintes et de la fanfare, un terril noir se dessine. Ces «verses à stériles», des collines de roche excavées, plus courantes dans le nord de la France, atteignent ici une centaine de mètres, détruisant les paysages marécageux typiques du Centre Bretagne. *«On voit la mine grandir, les verses de stériles sont impressionnantes*, déplore Anna, de la coalition Mines de rien, organisatrice de la mobilisation. *Certaines font presque la taille des collines emblématiques du coin.»* Car l'emprise de la carrière, *«qui a toutes les caractéristiques d'une mine»* selon ses détracteurs, s'étend à vue d'œil. *«La déformation de nos paysages émeut beaucoup les habitants»*, souligne Jean-Yves Jégo, conseiller municipal de l'opposition à Glomel, qui réclame un moratoire sur le projet.

Sur près de 265 hectares, la mine extrait depuis les années 1970 près de 85 000 tonnes d'andalousite par an, un matériau qui supporte de très hautes températures, recherché par les industries du verre, de l'acier, de la céramique et de la fonderie. Le village est assis sur un gisement unique en Europe, classé d'intérêt national et européen, qui représente 20 % de la production mondiale.

Sur les trois fosses que compte la carrière, il n'en reste qu'une en exploitation, la n° 3, qui contient encore sept ans de réserve. Pour continuer à extraire le précieux minerai, Imerys, le propriétaire du gisement, souhaite ouvrir une quatrième fosse, sur dix hectares supplémentaires, reportant à 2044 la fermeture du site. L'autorisation environnementale lui a été accordée en juin dernier par la préfecture des Côtes-d'Armor.

Arnaud Lecompte, lui, habite au pied de la verse de la Sabes, point de chute des manifestants ce samedi. *«Depuis 2018, les tirs de mine se sont multipliés, jusqu'à quatre fois par semaine, témoigne-t-il. Une fois, l'une des explosions a été si forte que la maison a tremblé, et nous avons retrouvé des fissures sur les murs.»* Lui qui abreuve ses bêtes, fait son potager et ses confitures maison s'inquiète des conséquences des poussières noires qu'il retrouve sur son linge qui sèche et sur les carreaux. *«Et le bruit est permanent, c'est comme si l'usine était dans le jardin»* , ajoute-t-il.

Pollution aux métaux lourds

Au-delà des nuisances de la mine, les riverains redoutent les pollutions. Sur les eaux, d'abord. La carrière se trouve à cheval sur les bassins-versants de l'Ellé et du Blavet, un territoire qui fait office de château d'eau pour la région. Alors que les opposants déplorent le manque de données fiables sur les risques de contaminations, la multinationale Imerys elle-même reconnaît des anomalies sur les analyses, faites en bordure du site minier. *«Celles-ci concernent surtout les teneurs en sulfate»* , précise Nicolas Forray, hydrologue et secrétaire général d'Eaux et Rivières de Bretagne, qui a engagé un recours contentieux contre l'autorisation environnementale délivrée par la préfecture.

«On est passé de moins de 200 mg/L de sulfate en 2013, à près de 350 mg/L en 2021, déroule-t-il. Pour l'aluminium, on est passé de quasi-rien à 13,14 mg/L. Il y a aussi une évolution du manganèse, bien que plus faible.» La préfecture, elle, assure qu'il a été demandé à Imerys de *«poursuivre une veille technologique»* afin de trouver un moyen *«d'abaisser la concentration en sulfates des eaux de rejet»*. [Une enquête du média d'investigation breton Splann !](#) révèle également des *«concentrations de métaux lourds jusqu'à 60 fois supérieures aux valeurs guides dans le lit des cours d'eau en aval de la mine»*. Contactée par Libération, la multinationale assure vouloir installer quatre appareils de mesure complémentaires *«pour identifier l'origine des anomalies»*.

Les opposants émettent également des doutes sur l'étanchéité de la fosse 2, qui n'est plus en activité pour l'extraction, mais qui est utilisée pour le stockage des résidus de l'usine. Imerys, de son côté, affirme mener des études sur la question. Autre problème, celui des quantités d'eaux prélevées : la mine rejette 1,5 million de mètres cubes d'eaux usées. Traitées, elles sont ensuite renvoyées en milieu naturel. Mais la préfecture des Côtes-d'Armor autorise le site à rejeter chaque jour *«jusqu'à 9 kg d'hydrocarbures et, entre autres, jusqu'à 11 kg par jour au total de cobalt et de nickel, des métaux cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques»* , observe Splann !

La biodiversité non plus n'est pas épargnée par la présence de la carrière, toute proche de deux aires protégées. Les Soulèvements de la Terre notent que de nombreux insectes, amphibiens, rongeurs et oiseaux sont potentiellement affectés par les activités minières. Ils affirment également que 43 hectares de zones humides ont d'ores et déjà été détruits. Selon [l'enquête publique](#) , qui a récolté 65 % de contributions favorables, *«il ne sera pas possible de remettre le site dans son état d'origine»* . *«Ce sont des terres qui sont dévastées pour des siècles, ce n'est pas réparable par l'humain»*, martèle Anna.

«Aujourd'hui, il n'y a que la mine qui donne de l'espoir aux gens»

A Glomel, le dossier est explosif depuis que l'industriel a annoncé son projet d'extension. *«Quand j'étais maire, je ne me suis pas positionné pour ou contre, je voulais simplement*

qu'on expertise la question et qu'un débat ait lieu» , explique Thierry Troël, paysan bio et ancien édile de la commune, éjecté de son poste après de lourdes tensions. Lui dénonce «un lynchage personnel» et des pressions qui l'ont «empêché de dormir». Jusqu'à la démission de son équipe municipale en mars 2023, qui a poussé la commune à organiser de nouvelles élections. En septembre, Bernard Trubuilt, favorable à l'extension, est élu à 70 % des voix, sur un scrutin «pour ou contre» le projet d'Imerys.

«Parmi les pro-mine, il y a les salariés et leurs familles, ceux qui veulent un boulot, les agriculteurs qui bénéficient des terres que leur loue Imerys et toutes les associations qui vivent des aides de l'industriel» , liste Jean-Yves Jégo, le conseiller municipal d'opposition. Selon Anna, de la coalition Mines de rien, il y a aussi un récit autour des communes rurales désertées. *«A l'époque, il y avait plein de commerces à Glomel. Aujourd'hui, il n'y a que la mine qui donne de l'espoir aux gens. Imerys nous fait ressentir qu'il n'y a personne d'important ici et qu'ils peuvent donc exploiter à tout va.»*

«Dans cinquante ans, les problèmes seront pour nous»

L'industriel, de son côté, plaide que *«le site fait partie depuis plus de cinquante ans de la vie de la commune et de ses environs»*, apportant des emplois durables *«à nombre de citoyens qui ont pu y accomplir leur carrière en travaillant un produit indispensable, utile à leur territoire comme à l'industrie française et européenne»*. Bernard Trubuilt dit *«faire confiance à l'Etat»*. *«Si la fosse 4 ne se faisait pas, la carrière fermerait dans sept ans»* , alors que celle-ci emploie 120 personnes dans le coin. *«Pendant des dizaines d'années, on peut penser que ça pollue pas mal»* , glisse l'édile, dont le père a travaillé pour la carrière. Désormais, Imerys *«respecte les normes»* , assure-t-il.

Les opposants, eux, pensent déjà à l'après-mine, qui tourmente les esprits. *«On a accumulé un potentiel de pollution sur plusieurs générations»* , se désole Jean-Yves Jégo. *«Imerys nous dit de ne pas nous inquiéter, mais ils ne maîtrisent pas les conséquences à long terme, fustige Thierry Troël. Dans cinquante ans, les problèmes seront pour nous. Eux, ils ne seront plus là.»* Sur une des pancartes des manifestants ce samedi, on pouvait notamment lire : *«Contamination locale pour profit international»*.

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)